

Crise, croissance et enjeux économiques

28 janvier 2011



Contribution d'Yves MARIN

yves.marin@free.fr

Réactions à la Conférence de Jean-Hervé LORENZI du 17 janvier 2011

Je partage assez largement le sentiment exprimé par Christian DAVIAS dans sa contribution du 20 janvier.

J.H. LORENZI est convaincant sur les causes et le déroulement de la crise : économique à l'origine (transfert d'activités industrielles des pays développés vers les pays à bas salaires, qu'il chiffre approximativement à 7 ou 8 % de valeur ajoutée), elle devient financière lorsque les pays occidentaux décident de réagir par l'endettement (endettement des ménages en Amérique, endettement des Etats en Europe par le biais des transferts sociaux).

Il l'est moins quand il envisage l'avenir. Il se dit optimiste, mais rien dans ses propos n'incite à le devenir. Il avoue lui-même « qu'il n'a jamais vu une situation aussi compliquée ». Plus compliquée encore si l'on raisonne non plus en terme de valeur ajoutée, mais en terme d'emplois : 7 à 8 % de PIB regagnés sur des activités nouvelles créent moins d'emplois que dans les vieilles industries manufacturières puisqu'il s'agit par définition d'emplois qualifiés mieux rémunérés.

Quant à pointer les responsabilités, on peut le trouver bien indulgent.

Dans l'affaire des « subprimes », les banques américaines ne pouvaient évidemment pas ignorer qu'en prêtant sans se soucier de la capacité de remboursement des emprunteurs, cela ne pouvait que mal se terminer. C'est le b-a-ba du métier. Elles l'ont fait quand même parce qu'elles avaient inventé un procédé –la titrisation- qui leur permettaient de se défausser de ces crédits douteux sur des tiers (fonds de pension, fonds de placement, collectivités, collatéralized bonds, etc). Quand on sait qu'on ne supportera pas les conséquences des risques que l'on crée, on est évidemment moins regardant. Tout le monde le faisait. Ça rapportait... On a continué...

En 2007 ou 2008, un article publié dans un journal économique indiquait qu'en France le régulateur, en charge du bon fonctionnement du système bancaire, avait conclu que les subprimes ne lui paraissaient pas

présenter de risques. Depuis, la titrisation ne semble pas avoir été réglementée, pas plus que ces Crédits Default Swaps (qui, selon J.H LORENZI, atteindraient 60.000 milliards de dollars !), ni aucun de ces produits dérivés, au départ utiles, mais transformés en instruments purement spéculatifs (sans sous-jacents, donc sans utilité de couverture ou d'amélioration de liquidité), permettant de faire de l'argent avec de l'argent, bien plus facilement qu'avec des crédits à l'économie... jusqu'à l'accident.

Si on se cantonne au seul point de vue économique, J.H. LORENZI a sans doute raison de penser que les rémunérations des traders et certains dirigeants ne constituent pas un phénomène très préoccupant compte tenu du nombre restreint de bénéficiaires. Mais l'effet sur l'opinion ! Sur le moral des salariés ! Ce n'est sans doute pas pour rien que les instituts de sondage publient régulièrement un indice de l'évolution du moral des ménages... qui n'est pas sans conséquences sur la conjoncture économique.

Difficile d'être optimiste quand les causes des désordres demeurent. J.H. LORENZI conclut d'ailleurs qu'il redoute une nouvelle crise.